

Gouverner avec les femmes, gouverner les femmes dans la Turquie de l'AKP. L'action sociale dans la ville Gaziantep

Prunelle Aymé – sous la direction d'Élise Massicard

Résumé

Cette thèse porte sur la participation des femmes au gouvernement du Parti de la justice et du développement (AKP) en Turquie. En dépit de la sous-représentation politique des femmes, la mise en place de ce que l'AKP a nommé le « municipalisme des services » a permis à des militantes, bénévoles et professionnelles de devenir actrices du gouvernement au quotidien. L'action sociale a été largement déléguée à des femmes, bien que souvent à des postes subalternes. Quelles sont les conséquences de l'émergence de ces nouvelles actrices ? Elles contribuent au développement d'un gouvernement du social paramunicipal, reposant sur la délégation à un secteur associatif aux marges d'autonomie variables. Leurs circulations et multipositionnements font d'elles des intermédiaires entre les champs associatif, partisan et municipal. En pratique, les dispositifs d'action sociale, qui ciblent d'abord les femmes des classes populaires, véhiculent des normes qui reposent à la fois sur l'activation et la moralisation des femmes. Dans ces dispositifs se forge aussi le rapport ordinaire des bénéficiaires aux institutions. Or, la forte pénétration de l'action publique locale par les logiques partisans en fait des lieux de mise en contact avec l'AKP, où se superposent aide, contrôle et mobilisation. Ainsi, l'émergence de ces figures féminines de l'action publique renouvelle les modalités de la domination politique et sociale en Turquie. Cette recherche s'appuie sur une enquête de terrain dans la ville de Gaziantep. 90 entretiens ont été réalisés avec des acteurs·rices de l'action sociale locale ainsi qu'avec des bénéficiaires. Des observations ont également été menées dans plusieurs dispositifs.

Abstract

This dissertation examines women's participation in the Justice and Development Party (AKP) government in Turkey. Despite women's political underrepresentation, the implementation of what the AKP has termed "service municipalism" has allowed women activists, volunteers, and professionals to become actors in everyday government. Social service has been largely delegated to women, albeit often in subordinate positions. What are the consequences of the emergence of these new actors? These women contribute to the development of a paramunicipal social government, based on delegation to an associational sector with varying degrees of autonomy. Their trajectories and positions make them intermediaries between the associational, partisan, and municipal fields. In practice, social service schemes, which mainly target working-class women, convey norms that are based both on women's activation and moralization. The ordinary relationship of beneficiaries to public institutions is also forged in these dispositives. The strong penetration of local public policy by partisan logics makes them places where the public encounters the AKP, and where aid, control and mobilization overlap. Thus, the emergence of these female figures of public action renews the modalities of political and social domination in Turkey, in a context of rising authoritarianism and conservatism. This research is based on a field survey in the city of Gaziantep. Ninety semi-structured interviews were conducted with women working for local social services, as well as with beneficiaries. Observations were also carried out in several social work schemes.

Mots-clés : genre, politiques sociales, Turquie, partis politiques, gouvernementalité

Key-words : *gender, social policies, Turkey, political parties, governmentality*